

Relancer les investissements publics doperait l'économie belge

LE RÉSUMÉ

Le Bureau du plan publie ce vendredi une étude sur les investissements publics.

Que dit-elle? En y consacrant **0,5% du PIB en plus**, la Belgique donnerait un petit coup de fouet à son économie.

En ne devant **financer** le tout que partiellement.

BENOÎT MATHIEU

Pas aussi brûlant que la gouvernance (Publifin vous salue bien bas), ni sensible que la fiscalité (y toucher revient à se mettre des gens à dos). N'empêche. Les investissements publics constituent l'un des chantiers politiques majeurs du moment. On l'écrivait il y a près d'un an, alors que les tunnels bruxellois se déglinguaient, que les musées prenaient l'eau, que l'état des routes frisait le pittoresque et que le RER se faisait (et se fait) toujours attendre: voilà trente ans que la Belgique sous-investit. Notez qu'un certain déclin a eu lieu. L'Europe a bricolé son plan d'investissement pour l'Europe, rebaptisé «plan Juncker». Et dans nos contrées, Charles Michel s'est fait le chantre d'un «pacte national pour les investissements stratégiques».

L'étude concoctée par le Bureau du plan, et qu'on vous dévoile, tombe donc à pic.

1 Investissement public, infrastructures: de quoi parle-t-on?

Avant de se lancer, quelques précisions. Parce que les statistiques aiment la catégorisation – au risque d'un brin de rigidité. Derrière le terme «investissements publics» utilisé ici se cache une notion strictement définie par Eurostat: la formation brute de capital fixe par les administrations publiques (Fédéral, Régions, pouvoirs locaux et sécurité sociale). Dont le périmètre peut surprendre, puisque la SNCB, les intercommunales de distribution d'eau et d'énergie ou encore les hôpitaux publics en sont exclus. Ces investissements gouvernementaux sont classés par fonctions: infrastructures (transport, gestion des déchets et des eaux usées, R & D ou communication);

hôpitaux et écoles (éducation, recherche fondamentale, santé); biens publics (services publics, défense, sécurité, protection de l'environnement ou éclairage); redistribution (logements sociaux, protection sociale, loisirs, culture ou religion).

2 La Belgique sous-investit depuis trente ans.

Voilà, on peut y aller. Avec des constats peu réjouissants. Depuis les années '70, la Belgique a divisé par deux ses investissements publics. Alors qu'ils pesaient entre 5% et 6% du PIB, ils ne représentaient plus, en 2015, que 2,36% du PIB. Un score qui ne suffit même pas à entretenir l'existant. Depuis 1995, le stock net d'actifs fixes – soit la capacité effective d'un pays, faite des investissements du passé «empilés», déduction faite de leur dégradation – a reculé de 14,3 points de PIB. Ce sont les infrastructures à proprement parler qui ont le plus dégusté, ces derniers temps: en 2014, elles ne pesaient plus que 26,1% des investissements publics, contre 35,4% en 2006.

3 Et si on s'administrait un «choc d'investissement» de 0,5% du PIB?

Partant du principe que la Belgique pouvait, et devait, faire mieux, le Bureau du plan a imaginé un traitement de choc: une hausse soudaine et permanente des investissements publics, de l'ordre de 0,5% du PIB, soit actuellement 2 milliards d'euros et des poussières. Et en a étudié l'impact sur notre économie. Tel est le scénario de base que vous retrouvez en vert dans l'infographie ci-dessus. Evolution du PIB, marché du travail, consommation ou investissements par le secteur privé: le résultat est positif sur toute la ligne. Que l'on regarde la première année

ou que l'on scrute un horizon de vingt ans.

Reste à savoir comment financer le tout, l'idée étant de garder stable le paramètre «dette». Le Plan a imaginé une taxe forfaitaire frappant les ménages – «lump-sum tax», dit-on dans le jargon. Ne hurlez pas: il s'agit d'une taxe théorique, présentant la meilleure efficacité économique, puisque générant le moins de distorsions. Là aussi, les enseignements sont précieux. Un: «there is no such thing as free lunch». Les effets retour sont inférieurs au coût – il va falloir passer à la caisse. Deux: au bout de vingt ans, ce coût est estimé à 0,13% du PIB. Pour un choc de 0,5%. À vos calculettes: la mesure s'autofinance aux trois quarts; seul un quart doit effectivement être déboursé.

4 Comment financer ce choc dans «la vraie vie»?

Voilà pour la théorie; passons à la pratique. Comment financer cette hausse des investissements? Le Plan a élaboré cinq scénarios, basés sur autant de sources de financement: taxe sur les revenus du travail; taxe sur les revenus du capital; taxe sur la consommation (tout en l'immunisant dans l'indexation des salaires); diminution des dépenses publiques; financement par la dette. Au bout de vingt ans, chaque scénario livre des résultats différents, et en deçà de ceux du scénario (théorique) de base.

Lequel choisir? Le Plan ne s'avance pas. «Cette décision relève du politique», explique son Commissaire, Philippe Donnay. Et dépendra des objectifs fixés. Veut-on davantage agir sur la productivité, ou plutôt l'investissement privé? Ah si, un sens interdit tout de même. Le financement par la seule dette est jugé «non soutenable» pour un pays comme le nôtre, doté d'une dette gratinée.

La mesure s'autofinance aux trois quarts; seul un quart doit être déboursé.

En vingt ans, cela ferait bondir notre ratio dette/PIB de 6,36 points de pourcentage.

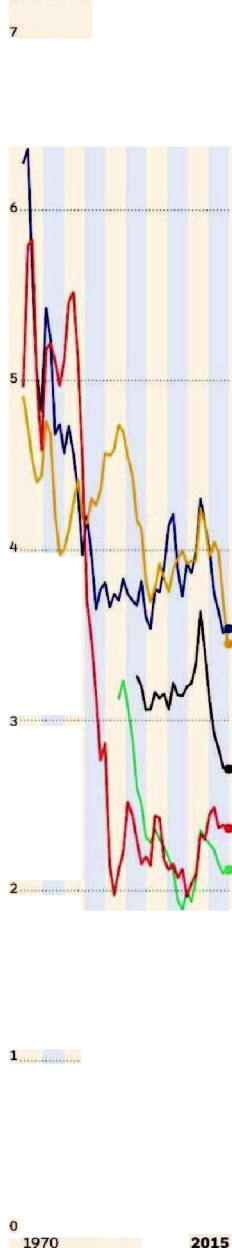
5 Plus modeste: pas de choc mais une réallocation des moyens.

Impayable, ce remède de cheval? Pour les bourses chagrines, le Plan a planché sur un «plan B». Moins onéreux, puisqu'il ne s'agit pas de doper l'enveloppe dédiée aux investissements publics. Juste d'en réorganiser le

contenu, en modifiant les allocations. Faire passer le poids des dépenses d'infrastructures, au sens strict du terme, de 0,6% à 1,1% du PIB – au détriment des autres fonctions – aurait des effets bénéfiques. Dans les trois ans, cela générerait une hausse de 1,2% du PIB, avec des améliorations du côté de la productivité, de la consommation et des investissements privés.

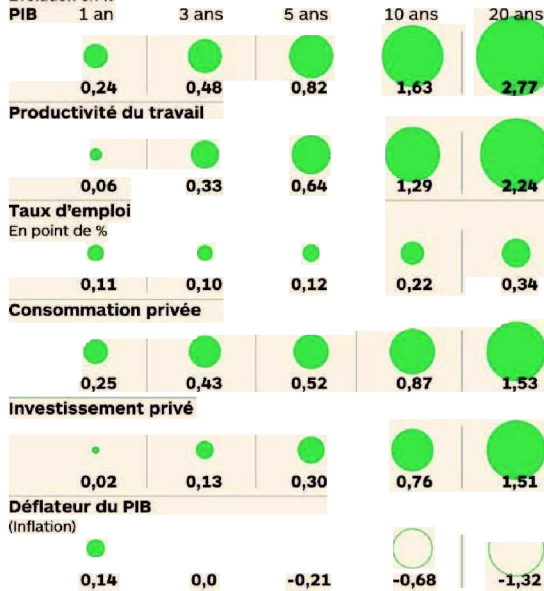
LES INVESTISSEMENTS PUBLICS ONT ÉTÉ DIVISÉS PAR DEUX EN BELGIQUE

En % du PIB



UNE HAUSSE (0,5% DU PIB) DES INVESTISSEMENTS PUBLICS VA BOOSTER LE PIB, LA PRODUCTIVITÉ ET L'INVESTISSEMENT PRIVÉ

Évolution en %

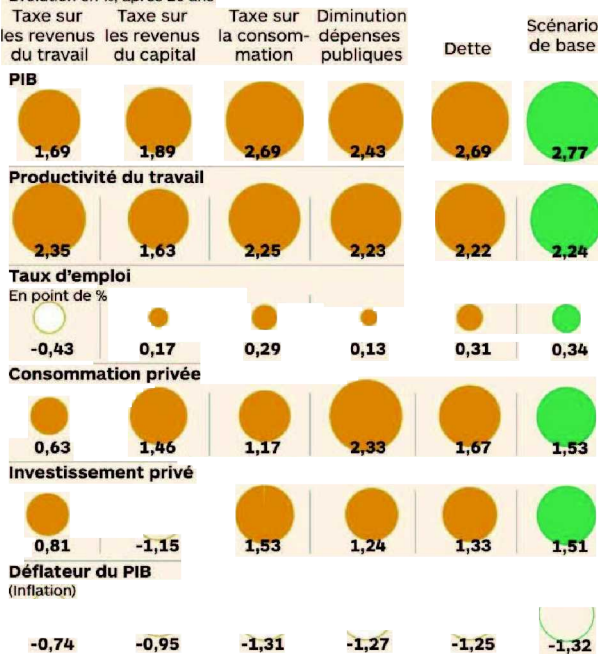


OÙ EN EST LE «PACTE MICHEL»? UNE LISTE DE THÈMES

C'était en septembre dernier. Charles Michel invitait les Régions à monter à bord d'un pacte d'investissements stratégiques. Et depuis? La Belgique a plaidé sa cause devant l'Europe, en demandant un assouplissement du corset budgétaire – sans résultat jusqu'ici. Un groupe de travail a été lancé et cela négocie de temps à autre au sein du comité de concertation. Pour l'heure, une liste de thèmes prioritaires (pas de projets concrets!) a été dressée. Le hic, c'est que chaque entité y a glissé ses priorités; l'arbitrage politique n'a pas encore été effectué. Cela tient donc encore de l'inventaire à la Prévert. Il subsiste également quelques questions de gouvernance (lisez: respect des compétences) à trancher.

COMMENT FINANCER CE "CHOC D'INVESTISSEMENT"?

Évolution en %, après 20 ans



1970 2015
Source: Bureau du Plan